

# Un PS désuni derrière le décumul

## Politique

- Yvan Mayeur poussé à quitter le PS suite au scandale.
- Le PS se prononce sur le décumul financier ce dimanche. Dans la douleur.
- Dans les régions, les futurs partenaires réfléchissent déjà à l'après-2019.

## Samusocial

### Mayor démissionne du PS : "J'ai probablement commis des erreurs"

**Lettre.** L'ex-bourgmestre de Bruxelles, Yvan Mayeur, a adressé vendredi à la présidente de la commission de vigilance du PS un courrier annonçant sa démission du Parti socialiste. Les secousses provoquées par les informations sur la gestion du Samusocial et l'attribution de jetons de présence au sein de cette association d'aide aux sans-abri de la capitale l'ont emporté.

**Regrets.** "J'ai probablement commis des erreurs, je le regrette profondément... Je reste un militant socialiste sans parti", a-t-il notamment écrit à Jacqueline De Baets

Le PS étouffe dans les affaires comme un oiseau mazouté. Jusqu'à la mort ? Le scénario en fait saliver plus d'un, surtout quand la machine d'Elio Di Rupo semble vouloir se tirer une balle dans le pied. Ce sentiment-là est vivace à l'intérieur de l'appareil socialiste où l'on ne digère pas ce coup de projecteur sur la question du décumul. En voulant laver trop blanc, "on méprise les mandataires de terrain qui n'ont strictement rien à voir avec les affaires", grenouille-t-on. "On a présenté le décumul comme une réponse alors qu'aucune des personnes impliquées dans les affaires ne cumulait une fonction de député avec une fonction de bourgmestre ou d'échevin."

Pourquoi dès lors, le PS a-t-il voulu prendre le risque de la division en lançant ce débat sur le décumul ?, se désolent-on (surtout chez ceux qui cumulent). Fin janvier, le bureau du PS s'accordait en effet sur ceci : "Au plus tard en 2024, le PS propose une incompatibilité totale entre un mandat exécutif local et une fonction parlementaire." L'affaire Publifin réclamait des mesures fortes... "De la com", fustige aujourd'hui un poids lourd. Quelques semaines plus tard, le scandale du Samusocial enfonçait le parti dans la crise et radicalisait les ambitions de la base en matière de gouvernance. Point d'orgue le 3 juin avec un congrès organisé salle de la Madeleine à Bruxelles. Dans l'exaspération militante et la confusion, l'assemblée, plutôt jeune et urbaine, a rejeté la proposition pré-

sentée par Elio Di Rupo, la jugeant trop tardive : il fallait un décumul total dès 2018 et le parti devait se l'appliquer à lui-même sans attendre. Ok, avait dit Di Rupo renvoyant le débat à un congrès statutaire prévu en septembre.

### Magnette battu

Le Montois allait prendre une deuxième claque quelques semaines plus tard. Elle fut administrée par Paul Magnette, impatient ministre-Président wallon, plaidant publiquement pour que le PS statue au plus vite sur un décumul intégral. La sortie avait forcé Elio Di Rupo à réagir en transformant le rassemblement familial de ce dimanche aux lacs de l'Eau d'Heure en un congrès statutaire anticipé. Mais l'impétuosité de Paul Magnette a déplu en interne, exacerbant les divisions entre pro et anti-décumul.

Dans la foulée, furent organisées les consultations à l'intérieur des fédérations en vue du congrès du 2 juillet. Il s'agissait pour elles de choisir entre deux options : un décumul intégral et un décumul financier. Celle de Charleroi a voté pour le décumul intégral. Visiblement à contrecœur du côté de certaines Unions socialistes comme à Fleurus, Pont-à-Celles ou Châtelet, rapporte-t-on à bonnes sources. La pression de Magnette était trop forte, explique-t-on. La puissante fédération liégeoise s'est, elle, prononcée très clairement pour le décumul financier au contraire de la

fédération bruxelloise. Au final, c'est l'option financière qui l'a emporté à 52 %, selon le décompte final du PS. Serré ! Ce vote doit encore être confirmé dimanche par les représentants des 14 fédés du PS mais il vient déjà heurter l'idéalisme de Paul Magnette toujours prompt à citer Jaurès. "L'idée socialiste n'est pas liée à l'organisation actuelle du parti, elle est beaucoup plus forte et plus vaste que celui-ci", twittait-il vendredi.

Nul besoin d'être dans le parti pour être socialiste donc. Une menace ? Piquant, Yvan Mayeur, enfant déchu de l'appareil, n'a pas dit autre chose dans la lettre de démission qu'il a adressée au parti, anticipant une exclusion inéluctable.

Dimanche, aux lacs de l'Eau d'Heure, les instances se prononceront sur une nouvelle série de règles internes. A terme, les bourgmestres ou échevins ne pourront plus être rémunérés à l'échelon local s'ils sont députés. Et les députés ne pourront plus être bourgmestre, échevin ou président de CPAS dans des communes de plus de 50 000 habitants, confirme la présidence du parti. Celle-ci annonce également le plafonnement des rémunérations des mandataires à 100 % des indemnités d'un député - "la seule mesure qui puisse assainir fondamentalement la politique", plaide un ténor PS - à côté d'autres mesures visant la transparence, la gratuité des mandats dérivés dans les institutions locales, etc. Peu de chances que cette petite révolution suffise à redresser l'image du parti, "mais le PS est le seul parti qui prend des mesures fortes en la matière", pointe-t-on au PS.

M. Co. et S.Ta.

## Le décumul financier heurte l'idéalisme de Paul Magnette.

## MR et CDH plantent déjà les bases de l'après-2019

**D'**abord laisser le PS se déchirer en interne ce week-end (lire ci-contre). Ensuite lancer – enfin – un processus de négociation en bonne et due forme. Avec qui ? Sur quels thèmes ? Sous quelle forme ? Toutes les options restent ouvertes. Mais plusieurs sources confirment que la négociation pour la formation des futures majorités régionales ne portera pas seulement sur les deux années qui restent avant les élections. Elle posera également les jalons des accords gouvernementaux de la prochaine législature (2019-2024).

C'est certainement vrai en Wallonie où une coalition MR-CDH, éventuellement épaulée par Ecolo, se dessine de plus en plus nettement. *"Il est clair que le MR et le CDH ne font pas un calendrier pour les deux prochaines années, confie un proche des négociateurs, ils blindent aussi la législature suivante."*

La réflexion est pragmatique. Pacte pour un enseignement d'excellence, réforme fiscale wallonne (dont la suppression de la redevance TV et la modification des droits de succession et d'enregistrement), rationalisation des structures régionales, suppression des provinces, etc. Il s'agit là de projets qui s'inscrivent dans un temps long, au moins sur une législature complète de cinq ans. Or, *"il reste un seul budget"*, celui de 2018, pour concrétiser les premières mesures, note une source. *"Il nous reste une année utile"*, appuie une autre. A partir de l'été 2018, les échéances électorales (d'octobre 2018 pour les communales et de mai 2019 pour les régionales et les fédérales) seront en effet trop proches pour prendre des déci-

sions potentiellement impopulaires. C'est donc un accord sur les sept prochaines années – au moins dans les intentions – qui se dessine.

Cela dit, *"on sait que les accords préélectoraux sont faits pour ne pas être respectés"*. Et puis – léger détail – les électeurs devront quand même s'exprimer et rebattre les cartes comme eux seuls l'entendent...

### La pression sur Olivier Maingain

Dans l'immédiat, des contacts informels auront lieu durant tout le week-end et ce lundi entre les ténors du CDH, du MR, d'Ecolo et de Défi afin de clarifier le jeu. *"Il est temps que Benoît Lutgen (président du CDH, NdlR) prenne l'initiative, commente une huile d'un parti. C'est lui qui a eu la folie de débrancher la prise des gouvernements régionaux sans consulter personne avant. Il doit conclure maintenant."* Une rencontre – non confirmée vendredi soir – pourrait avoir lieu mardi entre Benoît Lutgen et son homologue de Défi, Olivier Maingain. Elle sera décisive pour déterminer la suite des événements.

Tout d'abord, Défi a une importante réunion interne lundi à l'issue de laquelle il devrait arrêter ses positions en matière de gouvernance, une priorité pour lui avant d'évoquer d'éventuels accords gouvernementaux. Ensuite, les deux hommes devront recoller les morceaux alors qu'Olivier Maingain a très mal digéré la décision du Bastognard de faire sauter les exécutifs régionaux.

Dans "La Libre" de vendredi, le président amarante a donné des signes d'ouverture vers les trois autres formations. Mais des signes reçus avec circonspection. *"Maingain, il est imprévisible. C'est surtout son entourage qui aimerait que Défi adopte une attitude d'ouverture. La pression est forte sur lui."* Le congrès du PS, dimanche, pourrait être décisif. Si les socialistes se déchirent sur la gouvernance, analyse-t-on, Olivier Maingain ne pourra pas faire autre chose que de les lâcher à Bruxelles. Réponse la semaine prochaine.

A. C.